



**HAL**  
open science

# Le Kazakhstan face aux enjeux des Nouvelles routes de la soie. Entre représentations identitaires et présence chinoise

Isabella Damiani

► **To cite this version:**

Isabella Damiani. Le Kazakhstan face aux enjeux des Nouvelles routes de la soie. Entre représentations identitaires et présence chinoise. *Hommes & migrations*, 2023, 1343, 10.4000/hommesmigrations.16254 . halshs-04527866

**HAL Id: halshs-04527866**

**<https://shs.hal.science/halshs-04527866>**

Submitted on 31 Mar 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Le Kazakhstan face aux enjeux des Nouvelles routes de la soie

## Entre représentations identitaires et présence chinoise

**Isabella Damiani**, maîtresse de conférences en géographie politique à l'université Paris-Saclay/Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, laboratoire LIMEEP-PS (UR 20204/OVSQ).

Pris entre la Russie et la République populaire de Chine, le Kazakhstan constitue un espace géopolitique convoité par ses deux grands voisins frontaliers. La république du Kazakhstan s'est construite à la chute de l'Union soviétique autour d'une identité eurasiatique fondée sur un attachement à la terre et une ouverture aux échanges économiques. Dans ce cadre, le projet des Nouvelles routes de la soie augure une nouvelle étape dans les relations entre la Chine et le Kazakhstan. Malgré une sinophobie présente dans le pays, liée notamment à la propriété foncière, la république kazakhe semble peu à peu se détacher de l'influence russe.

**D**ans le passé, le long des parcours caravaniers connus depuis le XIX<sup>e</sup> siècle sous le nom de « Routes de la soie<sup>1</sup> », les dynasties chinoises se sont confrontées aux royaumes sédentaires et nomades turco-persans d'Asie centrale. Pendant la période coloniale russo-soviétique, les échanges entre la Chine et ses voisins centra-siatiques passaient principalement par la Russie et la frontière sino-centrasiatique demeurait pratiquement fermée. À la suite de la chute de l'Union soviétique (URSS), Beijing a renoué et renforcé ses partenariats avec les cinq républiques centrasiatiques (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan), jusqu'à faire de cette région une actrice privilégiée de

sa Nouvelle route de la soie terrestre. L'augmentation des échanges et des partenariats a été accompagnée d'une croissance de l'immigration chinoise dans la région et déclenché de nombreuses réactions au sein des pouvoirs et de l'opinion publique, notamment au Kazakhstan, lui-même très partagé sur la place de l'héritage russo-soviétique. Il s'agit d'analyser la géographie socio-politique du Kazakhstan face aux Nouvelles routes de la soie, qui évolue entre des identités ambivalentes dans leur rapport à la post-colonialité et un rapprochement diplomatique, économique et social avec le voisin chinois.

### **Asie centrale-Chine : dans le voisinage des Nouvelles routes de la soie**

Dès la fin des années 1970, Deng Xiaoping donne une nouvelle impulsion à la politique économique

1. Expression imaginée en 1876 par le géographe allemand Ferdinand Von Richthofen.

chinoise. L'augmentation de la production devient le mot d'ordre. Ce pragmatisme économique se manifeste par la création, sur la côte, des premières zones économiques spéciales (ZES)<sup>2</sup>. Plus tard, l'attention se tourne vers l'Ouest, avec une ouverture à l'Union soviétique. Le Xinjiang devient un enjeu important dans la politique économique de Beijing et une porte sur le « *Grand cercle islamique*<sup>3</sup> ». Ces investissements encouragent les échanges et désenclavent le Xinjiang : les républiques socialistes soviétiques (RSS) centrasiatiques fournissaient des produits chimiques et électroniques, et le Xinjiang des denrées alimentaires et des matières premières<sup>4</sup>. En 1983, le poste de frontière de Khorgos avec la RSS kazakhe est rouvert, suivi par celui d'Alashankou, plus au nord, ce qui a permis la création d'un commerce transfrontalier de biens courants assuré par des particuliers, un « *commerce de valise*<sup>5</sup> ». Il faut toutefois attendre les années 1990 pour assister à une réelle implication de Beijing dans la transformation de Khorgos en centre transfrontalier stratégique<sup>6</sup>.

Avec la chute de l'URSS, la République populaire de Chine (RPC) a besoin de créer de nouvelles relations avec ses voisins centrasiatiques indépendants. Celles-ci passent par des accords frontaliers entre Beijing et trois nouveaux acteurs : le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan. Concernant le Kazakhstan, premier des trois à délimiter ses frontières avec la Chine, il faudra dix ans pour décider du tracé de la longue frontière d'environ 1 500 km<sup>7</sup>. L'enjeu frontalier s'est superposé à celui des

ressources hydriques, dès l'époque tsariste et les conflits à ce sujet perdurent encore de nos jours.

Un autre enjeu est la question des Ouïgours, communauté turcophone et musulmane du Xinjiang. Beijing a besoin de garanties de la part de ses voisins face à ce que la RPC considère comme une « menace séparatiste et terroriste ». Au regard de la proximité culturelle entre les Ouïgours et les populations d'Asie centrale, la Chine craint une poussée des revendications régionalistes, ainsi qu'un soutien des pouvoirs centrasiatiques à la cause ouïgoure<sup>8</sup>. Dès les années 1990, les républiques donnent des garanties à Beijing au sujet des activités antichinoises sur leurs territoires.

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), cadre intergouvernemental qui représente ce nouveau paradigme de voisinage, constitue une table de dialogue commune pour Moscou et Beijing avec une partie des républiques. La Chine avait besoin d'établir de nouvelles relations et la Russie souhaitait conserver un regard privilégié sur « son étranger proche ».

L'intérêt de la Chine pour l'Asie centrale va également se concrétiser dans le domaine énergétique. Une coopération entre les compagnies chinoise et kazakhstanaise amènera à la création d'un réseau d'oléoducs allant de la Caspienne jusqu'au Xinjiang. L'attention de Beijing se manifestera aussi à l'égard des hydrocarbures d'Ouzbékistan et du Turkménistan et, pour l'énergie hydroélectrique et thermique, du Tadjikistan et du Kirghizistan.

Quand, le 7 septembre 2013, à Astana au Kazakhstan, le président chinois Xi Jinping a lancé l'idée d'une Ceinture économique de la Route de la Soie (aujourd'hui *Belt and Road Initiative*, BRI), le projet chinois n'était pas une surprise en raison de l'antériorité des échanges. Cependant, personne n'aurait envisagé ni l'extension du projet, ni l'importance que prendrait l'Asie centrale, et notamment le Kazakhstan, dans ce nouveau dessein géopolitique chinois. Selon le récit de Beijing, avec une rhétorique destinée à flatter les voisins, après des siècles d'enclavement à l'intérieur du monde russe, l'espace centrasiatique pourrait retrouver, grâce à sa géographie, son rôle de pivot de l'Eurasie et de lien permettant les connexions entre les extrémités du continent. Dès lors, les investissements de Beijing dans les pays centrasiatiques n'ont fait que

2. Clyde D. Stoltenberg, « China's special economic zones: Their development and prospects », in *Asian Survey*, vol. 24, n° 6, 1984, pp. 637-654.

3. Gaye Christoffersen, « Xinjiang and the great Islamic circle: The impact of transnational forces on Chinese regional economic planning », in *The China Quarterly*, n° 133, 1993, pp. 130-151.

4. Gozhakhmet S. Sadvakasov, « Soviet-Chinese relations in Central Asia: The present state, problems, and prospects », in *Peace, Security, and Cooperation in the Asian-Pacific Region*, Stanford, Stanford University, Stanford Center for International Security and Arms Control (CISAC), 1989.

5. Thierry Kellner, *L'Occident de la Chine, Pékin et la nouvelle Asie centrale (1991-2001)*, Genève, Graduate Institute Publications, 2008.

6. Gaye Christoffersen, *op. cit.* ; Isabella Damiani, Victoria Bachelet, « Représentations géopolitiques sur la Route de la Soie, une étude à l'aide de l'analyse cartographique et du traitement d'images satellites », in *L'espace politique*, n° 34, 2018. Url : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/4663>.

7. Thierry Kellner, « Le règlement des questions frontalières... entre la République populaire chinoise et ses voisins centrasiatiques », in *Relations internationales*, n° 145, 2011, pp. 27-51.

8. Isabella Damiani, *Géopolitique de l'Asie centrale*, Paris, PUF, 2013.

s'accroître, induisant en même temps un endettement important avec la RPC, notamment du Tadjikistan et du Kirghizistan, et un déséquilibre entre les exportations chinoises dans les économies centrasiatiques (une moyenne de 30 % pour les cinq pays) et les exportations depuis l'Asie centrale vers la Chine (environ 1 %)⁹. Toutefois, les pays centrasiatiques ont accueilli l'idée chinoise de manière positive, comme une suite logique et un projet porté par un « *puissant voisin, ami et fiable*¹⁰ ». La « Route de la soie » est donc devenue un label qui rappelle le passé et dans lequel les pays d'Asie centrale se reconnaissent et se sentent revalorisés à l'échelle internationale.

### **Les questionnements identitaires du Kazakhstan moderne**

À l'entrée du musée de la ville d'Almaty, ancienne capitale du Kazakhstan, un panneau indique que la ville est située au cœur du continent eurasiatique¹¹. Cette information, à première vue négligeable, est le résumé parfait de l'image géopolitique que la Kazakhstan se donne depuis 1991.

L'Eurasisme est un courant identitaire qui s'est développé au cours des années 1920, dans un milieu postrévolutionnaire d'émigrés russes intellectuels. Ce courant considérait la Russie comme une entité à la fois européenne et asiatique, née d'un mélange culturel slavo-turcique, dont l'identité serait partagée avec les peuples limitrophes. Cette doctrine sera remise au goût du jour après la chute de l'Union soviétique, avec le Néo-Eurasisme, en tant que « révolution conservatrice » contre le pouvoir occidentaliste de Boris Eltsine¹². Elle demeure aujourd'hui une doctrine fondamentale du cercle intellectuel proche de Vladimir Poutine.

Si cette idée d'Eurasie russo-centrée, voire néo-impériale, permet de continuer à légitimer l'influence russe sur l'espace ex-soviétique, du point de vue de l'Asie centrale, et notamment du Kazakhstan,

l'Eurasie représente une opportunité de redorer son image, pour devenir le cœur d'un nouveau système, d'une construction spatiale idéalisée¹³, et ainsi de se débarrasser d'une représentation en faisant un pays enclavé et périphérique. Cette occasion a été saisie par Noursoultan Nazarbaïev, premier président du Kazakhstan indépendant. Il théorise une nouvelle Eurasie postcoloniale ou précoloniale, dans laquelle l'égalité et la non-ingérence sont placées au premier plan, où le monde occidental n'est pas mis en opposition et où la culture turco-nomade des steppes est essentielle, en suivant les idées d'Olzhas Suleïmenov et de Lev Goumïlev¹⁴. Une intégration régionale est envisagée par Nazarbaïev dès 1994. Elle passerait par les échanges centrasiatiques, ex-soviétiques, avec la Turquie et avec la Chine, le Kazakhstan représentant l'épicentre de ce nouveau pôle géopolitique multivectoriel¹⁵.

Selon le récit de Nazarbaïev, les peuples turco-nomades ont toujours fait prévaloir les échanges avec les Russes. L'enjeu est bien de rassurer la Russie sur son rôle dans le projet, tout en apaisant la grande minorité russe du Kazakhstan (37 % à la chute de l'URSS), concentrée à la frontière avec la Russie, vis-à-vis de laquelle les craintes de sécession ont toujours été d'actualité¹⁶. Au musée central d'État à Almaty, une affiche souligne que le Kazakhstan est un État multinational¹⁷. Cette rhétorique mettant en avant un

9. OEC database, 2021. Url : <https://oec.world/>.

10. Julien Thorez, « Les nouvelles routes de la soie en Asie centrale : ambitions géographiques centrasiatiques et projet géopolitique chinois », in Frédéric Lasserre, Éric Mottet, Barthélémy Courmont (dir.), *Les nouvelles routes de la soie. Géopolitique d'un grand projet chinois*, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2019, pp. 33-54.

11. Terrain de recherche de l'auteure réalisé en octobre 2022.

12. Marlene Laruelle, « Les idéologies de la "troisième voie" dans les années 1920. Le mouvement eurasisse russe », in *Vingtième siècle*, n° 70, 2001, pp. 31-46.

13. Marlene Laruelle, *Central Peripheries: Nationhood in Central Asia*, Londres, UCL Press, 2021.

14. Olzhas Suleïmenov, *Az I Ya, Vaku*, Teas Press, 2016 [1975] ; Lev Goumïlev, *Древняя Русь и Великая степь (La Rous' ancienne et la grande steppe)*, AST, Moscou, 2016 [1989].

15. R. S. Faïzova, « ИДЕЯ ЕВРАЗИЙСТВА В ПОЛИТИКЕ РЕСПУБЛИКИ КАЗАХСТАН: ТЕОРИЯ И ПРАКТИКА (L'idée d'Eurasie dans la politique du Kazakhstan : théorie et pratique) », in *MIR Journal*, 2011 ; Sadykova Raikhan, « Eurasian idea of N.A. Nazarbayev as the basis of modern integration », in *Procedia: Social and Behavioral Sciences*, n° 89, 2013, pp. 377-386 ; Sergueï F. Grebenichenko, Rustem E. Sagindikov, « ЕВРАЗИЙСКАЯ ИДЕЯ Н.А. НАЗАРБАЕВА В УСЛОВИЯХ СОДРУЖЕСТВА НЕЗАВИСИМЫХ ГОСУДАРСТВ (L'idée d'Eurasie de Nazarbaïev dans la CEI) », in *Vestnik RUDN: International Relations*, vol. 15, n° 1, 2015 ; Vladimir O. Odnostalko, « ЕВРАЗИЙСКАЯ ИДЕЯ Н. А. НАЗАРБАЕВА: ОТ ТЕОРИИ К ПРАКТИКЕ (L'idée d'Eurasie de N. Nazarbaïev : de la théorie à la pratique) », in *Historical, Philosophical, Political and Law Sciences, Culturology and Study of Art*, Tambov, Gramota, n° 11, partie 1, 2015 ; Ahmad Vakhshiteh, Marina Lapenko, Aisha Mukasheva, « Genesis of the Eurasian idea and Eurasian practice in the Republic of Kazakhstan », in *Vestnik RUDN: International Relations*, vol. 22, n° 1, 2022, pp. 60-76.

16. Marlene Laruelle, *Central Peripheries: Nationhood in Central Asia*, op. cit.

17. Terrain de recherche de l'auteure réalisé en octobre 2022.

mélange multiethnique est nécessaire pour intégrer la minorité russe dans le concept de « *Kazakhstanness* », une définition civique et supra-ethnique de l'identité nationale<sup>18</sup>, complémentaire de l'idée d'un Kazakhstan épiceutre de l'Eurasie. Cependant, l'Eurasisme égalitaire et multivectoriel du président du Kazakhstan s'est trouvé dépassé par sa nouvelle vision russe, le Néo-Eurasisme. La Russie, sans manquer de reconnaître la paternité de l'idée à Nazarbaïev, récupère la place principale et relègue à l'arrière-plan le rôle du Kazakhstan dans l'intégration eurasiatique<sup>19</sup>.

Cette nouvelle Eurasie russe fait débat au Kazakhstan et relance les nationalistes, partisans du *Kazakhness*, courant identitaire centré sur l'importance de l'ethnie, de la langue kazakhe, et sur les politiques de rapatriement des Kazakhs<sup>20</sup>. Amorcé dès les années 1990, le retour de la diaspora kazakhe sera institutionnalisé en 2008 avec le programme d'État *Nurly kosh* (« Itinérance lumineuse »). L'objectif était de redonner un espace majoritaire aux Kazakhs dans leur État-nation, vu qu'au moment de l'indépendance seulement 39,7 % de la population se définissait comme kazakhe<sup>21</sup>. Ces Kazakhs de la diaspora, appelés d'abord « *Oralmans* » (« les gens qui reviennent »), puis « *Qandas* » (« compatriotes »), provenaient des pays centrasiatiques, de Russie, de Chine et de Mongolie. Selon le ministère du Travail du Kazakhstan, il y a eu, entre 1991 et 2007, environ 500 000 rapatriés.

À l'Eurasisme, au *Kazakhstanness* et au *Kazakhness* s'ajoute l'ambivalence du Kazakhstan vis-à-vis de la région centrasiatique. Partageant avec la majeure partie des autres républiques son histoire, sa religion, une langue turcique et des traditions culturelles, le Kazakhstan renvoie pourtant souvent l'image, alimentée aussi par le passé, d'un pays de transition entre les mondes centrasiatique et russe. En soutien à cette tendance, le président Nazarbaïev

propose d'appeler le pays « *Kazakh Eli* » (« le pays des Kazakhs ») en 2014. Ce suffixe fait écho au toponyme « Mongolie », le pays des Mongols. Cet éloignement du monde centrasiatique et ce rapprochement avec la seule tradition turco-mongole nomade auraient accentué le caractère eurasiatique du Kazakhstan, mais il n'a pas eu de suite.

Le Kazakhstan, pays eurasiatique, centrasiatique, pays des Kazakhs ou des Kazakhstanais ? Les identités, à géométrie variable, se superposent ou s'opposent et peuvent jouer un rôle dans la politique étrangère, mais aussi dans les réformes que le pays a connues. En 2014, Nazarbaïev lance *Nurly Zhol* (« Le chemin de la lumière »), une réforme des infrastructures pour les transports, l'énergie, les services, les industries. Entre l'officialisation de la BRI en 2013 et l'entrée en vigueur en 2015 de l'Union économique eurasiatique (UEE), *Nurly Zhol* reflète le Kazakhstan eurasiatique et multivectoriel, prêt à se désenclaver et à se relier au reste de l'Eurasie. Toutefois, en 2017, une réforme appréciée par les partisans du *Kazakhness* voit le jour : le *Rukhani Zhangyru* (« Renouveau spirituel »). Les thèmes de cette réforme sont la patrie, la géographie sacrée du Kazakhstan, la culture kazakhe dans le monde et la latinisation de la langue kazakhe<sup>22</sup>.

### **Un nouveau défi pour le Kazakhstan : la présence chinoise**

Le Kazakhstan indépendant est donc tiraillé entre le fait d'être un État pour les Kazakhs et de reconnaître les minorités, dont les Ouzbeks, les Ukrainiens, les Ouïgours, les Allemands, les Tatars, et la minorité russe, qui représente encore 15,5 % de la population<sup>23</sup>. À cette situation s'ajoute une présence grandissante de ressortissants chinois (Han), qui ne proviennent pas de la diaspora kazakhe, et se distinguent des réfugiés ouïgours qui échappent aux répressions dans le Xinjiang.

Cette nouvelle présence chinoise est liée au rôle que le Kazakhstan joue dans la BRI et à l'accroissement de l'ampleur des projets que Beijing a engagés.

18. *Ibid.* ; Marlene Laruelle, « The three discursive paradigms of state identity in Kazakhstan: Kazakhness, Kazakhstanness, and transnationalism », in Mariya Y. Omelicheva (dir.), *Nationalism and Identity Construction in Central Asia: Dimensions, Dynamics, and Directions*, Lanham, Lexington Books, 2014, pp. 1-20.

19. Ahmad Vakhshiteh et al., *op. cit.*

20. Narek Mkrtychyan, « The notion of "kazakhness" behind the symbolic nation-building of Kazakhstan », in *CEU Political Science Journal*, vol. 9, n° 1-2, 2014, pp. 16-38 ; Marlene Laruelle, « The three discursive paradigms of state identity in Kazakhstan: Kazakhness, Kazakhstanness, and transnationalism », *op. cit.* ; Marlene Laruelle, *Central Peripheries: Nationhood in Central Asia*, *op. cit.*

21. Marlene Laruelle, *Central Peripheries: Nationhood in Central Asia*, *op. cit.*

22. L'alphabet latin est considéré comme plus approprié et aurait permis une diffusion majeure de la langue et de la culture kazakhes. Les langues turciques avaient été déjà latinisées au début de l'époque soviétique (1929-1940) à la suite des réformes en Turquie. La cyrillisation des langues centrasiatiques arrivera seulement dans les années 1940.

23. Recensement du Kazakhstan 2021. Url : <https://stat.gov.kz>.

Cependant, selon les derniers chiffres des investissements directs étrangers (IDE) chinois au Kazakhstan, nous pouvons remarquer une dynamique en baisse. Selon la Banque nationale du Kazakhstan, une croissance régulière des IDE se manifeste depuis les années 1990 jusqu'en 2012. Cette année correspond à un pic des IDE chinois s'élevant à environ 2,5 milliards de dollars<sup>24</sup>. Entre 2005 et 2019, la Chine est le quatrième investisseur au Kazakhstan<sup>25</sup>. L'officialisation de la BRI induit la mise en place d'infrastructures de transports, d'où les IDE chinois, le programme *Nurly Zhol*, et les aménagements de Khorgos : la gare d'Altynkol, le port sec et l'autoroute<sup>26</sup>. À partir des années 2020, selon l'Agence Kazakh Invest, la Chine représente seulement le septième investisseur, mais les IDE se diversifient : aux hydrocarbures et aux transports, s'ajoutent l'industrie lourde, l'aluminium, l'or, l'énergie éolienne et atomique – le Kazakhstan est le premier producteur d'uranium au monde –, les télécommunications, le secteur financier, l'agriculture, le capital de sociétés, les biens fonciers et immobiliers.

L'évolution des projets a donc provoqué une dynamique migratoire depuis la Chine vers l'État centrasiatique. À partir de l'ouverture des postes-frontières routiers et ferroviaires de Khorgos et d'Alashankou, une migration commerciale formelle et informelle de petits commerçants se met en place. Ces formes de micro-commerces transfrontaliers ont été remplacées par des entreprises commerciales, la création des zones économiques exclusives (ZEE) à la frontière et le développement du e-commerce<sup>27</sup>. Cette dynamique s'est accrue avec l'ouverture de trois nouveaux passages frontaliers routiers : Kol'zhat, Bakhty et Maïkapchagai.

Les projets énergétiques des années 1990 ont entraîné une migration chinoise de cadres et de main-d'œuvre, auxquels se sont ajoutés des travailleurs

dans les secteurs du transport, de l'immobilier et une série de petites entreprises chinoises au Kazakhstan dès les années 2000<sup>28</sup>. Une augmentation de la main-d'œuvre chinoise au Kazakhstan est constatée au milieu des années 2000. Selon le Service des gardes-frontières du Kazakhstan<sup>29</sup>, il y a environ 200 000 entrées par an entre 2007 et 2013 et presque 230 000 en 2014. Les chiffres baissent à partir de 2015 pour avoisiner les 100 000 entrées. Le Kazakhstan a créé des quotas d'entrée pour les travailleurs étrangers dès 2003. Un pic de titres de travail attribués à des Chinois est constaté en 2015 avec 13 700 titres sur un total de 32 000<sup>30</sup>, ce qui représente 46 % des travailleurs étrangers entrés au Kazakhstan. Selon le ministère du Travail, les quotas ont baissé, avec 28 000 titres en 2022.

L'impact réel de la présence chinoise au Kazakhstan est toutefois difficile à mesurer, car les statistiques peuvent ne pas faire de distinctions ethniques entre les ressortissants chinois et ne prennent pas en compte les entrées illégales, les travailleurs en situation irrégulière ou les Chinois qui partent ailleurs dans l'espace de l'UEE. De plus, le régime de visas entre les deux pays a évolué ces dernières années. Depuis 2013, les Kazakhstanais frontaliers peuvent se rendre en Chine sans visa pour une période allant jusqu'à trois jours. Des zones commerciales frontalières sans visa sont créées pour permettre le commerce à la journée<sup>31</sup>. Des pourparlers autour d'un régime sans visa ont été lancés. Si, depuis juin 2022, les citoyens chinois peuvent séjourner au Kazakhstan jusqu'à 14 jours sans visa, ce n'était toujours pas le cas pour les Kazakhstanais, pour lesquels un visa était toujours requis. En avril 2023, un accord a été initié pour permettre un séjour allant jusqu'à 30 jours continus, ou 90 jours sur 180, pour les Kazakhstanais en Chine et réciproquement.

La présence chinoise au Kazakhstan doit toutefois être relativisée. Si le pic d'entrées depuis la Chine au Kazakhstan, en 2014, était de 230 000, le pic des Kazakhstanais en Chine, en 2011, était de 500 000. Une autre destination importante d'émigration kazakhstanaise est la Russie, où environ 50 000 Kazakhstanais

24. Daniel C. O'Neill, « Risky business: The political economy of Chinese investment in Kazakhstan », in *Journal of Eurasian Studies*, n° 5, 2014, pp. 145-156.

25. Emil Avdalani, « China's 2023 trade and investment with Kazakhstan: Development trends », in *Silk Road Briefing*, 2023.

26. Isabella Damiani, Victoria Bachelet, « Représentations géopolitiques sur la Route de la Soie, une étude à l'aide de l'analyse cartographique et du traitement d'images satellites », *op. cit.*

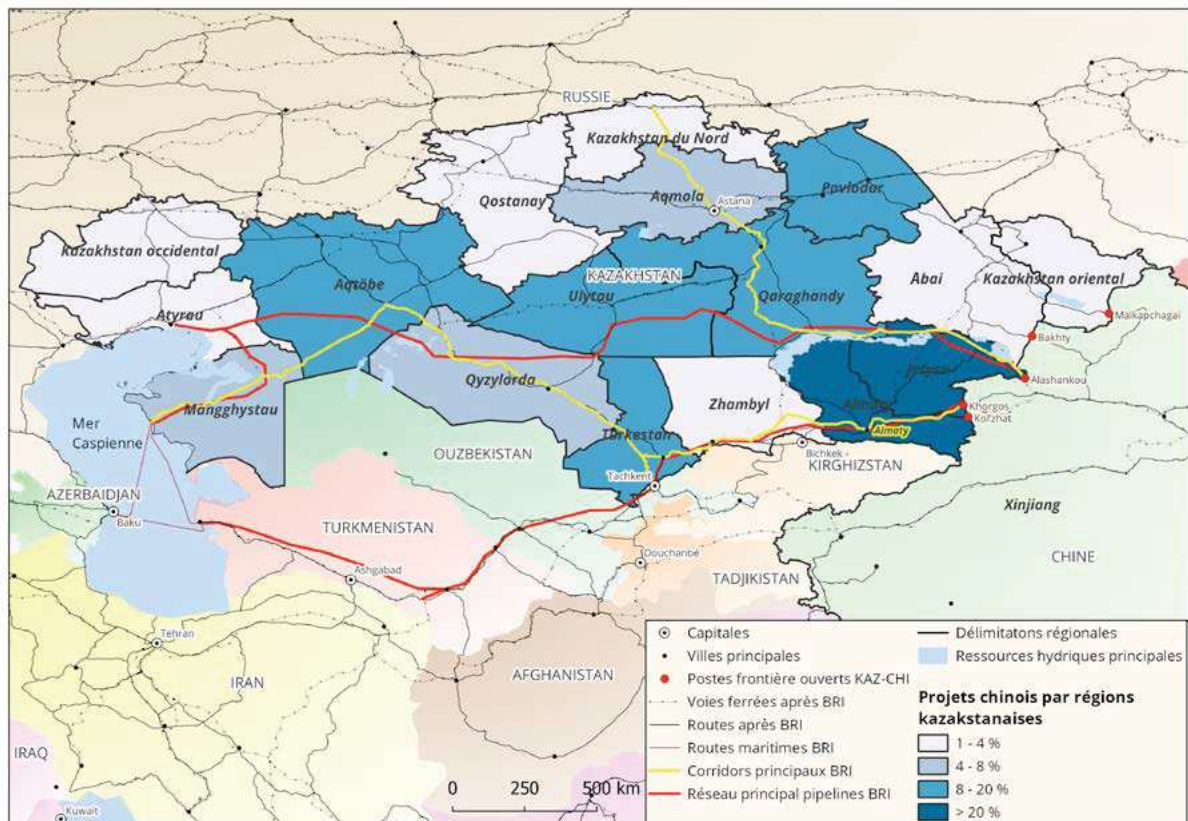
27. Elena Y. Sadovskaya, « КИТАЙСКАЯ МИГРАЦИЯ В КАЗАХСТАНЕ: ПРИЧИНЫ, ОСНОВНЫЕ ТЕНДЕНЦИИ И ПЕРСПЕКТИВЫ (La migration chinoise au Kazakhstan : causes, tendances principales et perspectives) », in *Central Asia and Caucasus Journal*, vol. 55, n° 1, 2008.

28. *Ibid.*

29. Cité par Elena Y. Sadovskaya, *Analytical Report China's "Belt and Road" Initiative and Its Impact on Migration Flows and Policies in Central Asia*, International Centre for Migration Policy Development (ICMPD), 2019.

30. Adilet, Ministère de la Justice, 2015. Url : <https://adilet.zan.kz>.

## ► Carte. Le Kazakhstan dans les Nouvelles routes de la soie



Carte réalisée par l'auteur, 2023. Les données des projets ont été regroupées pour certaines régions (Ulytau avec Qaraghandy, Abai avec le Kazakhstan oriental et Almaty avec Jetysay). Les données datant de 2020, une réforme administrative de 2022 a scindée en deux ces binômes régionaux. La ville d'Almaty, centre du terrain de recherche de l'auteur en 2022 est en jaune.  
Source : Ministère de l'Industrie et du Développement des infrastructures, 2020.

arrivaient annuellement, avant le début de la guerre. Le Kazakhstan est donc loin d'être la première destination d'émigration chinoise, le Sud-Est asiatique et l'Amérique du Nord arrivant en tête des destinations.

Dans cette analyse des mouvements de population, il ne faut pas oublier la communauté ouïgoure. Installé depuis des siècles sur le territoire kazakstanaïse, ce groupe a grandi à travers des vagues de migration : dans les années 1950-1960<sup>32</sup>, à la chute de l'URSS, et surtout à partir des années 2010 à cause de la politique répressive de plus en plus dure des populations musulmanes au Xinjiang (Kazakhs, Kirghiz, Dounganes et surtout Ouïgours) et de leur placement dans des camps de rééducation<sup>33</sup>. Aujourd'hui, la

communauté ouïgoure compte 300 000 personnes<sup>34</sup>. Malgré une ouverture des autorités à la cause ouïgoure, le Kazakhstan a signé, en 1996, un traité d'extradition avec la Chine, pour le rapatriement des dissidents.

### La question foncière face à la présence chinoise

Contrairement à une représentation qui supposerait que la relation entre un peuple nomade et la terre serait ténue, le rapport entre les Kazakhs et la terre est très fort. Dans la religion ancestrale de ces peuples, le Tengrisme, le ciel est le père et la terre est la mère de tous. La terre représente tout ce qu'ils possèdent : les ressources, la culture, la mémoire, le berceau de l'identité. L'absence d'attachement à des

31. Elena Y. Sadvovskaya, *Chinese Migration to the Republic of Kazakhstan: Silk Road Traditions and New Vectors of Cooperation*, Almaty, Raritet, 2014.

32. Marlene Laruelle, Sébastien Peyrouse, « Cross-border minorities as cultural and economic mediators between China and Central Asia », in *China and Eurasia Forum Quarterly*, vol. 7, n° 1, 2009, pp. 93-119.

33. Rapport du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), 2022.

34. Recensement du Kazakhstan, 2021. Url : <https://stat.gov.kz>.

biens immobiliers accroît la relation fusionnelle entre l'être humain et la terre qui lui donne tout et qu'il apprend à connaître parfaitement. La mobilité pastorale des Kazakhs est multiforme – nomadisme, semi-nomadisme saisonnier, transhumance<sup>35</sup> – et liée à des caractéristiques climatiques et géomorphologiques différentes. La mobilité a été réduite durant la période tsariste et de manière plus radicale à l'époque soviétique, avec la sédentarisation, la création d'une agriculture planifiée et la collectivisation des terres<sup>36</sup>. Ce changement brutal de mode de vie a produit une famine au Kazakhstan, avec environ 1 300 000 décès (30 % de la population de l'époque) et une émigration importante<sup>37</sup>. Les terres des nomades, considérées comme vierges du point de vue russe, devaient être exploitées. Dès l'époque tsariste, plus d'un million de colons russes ont été envoyés afin d'effectuer le changement. Le nomadisme a survécu, même s'il est très limité. Malgré les difficultés et les oppositions, la sédentarisation et la collectivisation des terres ont fini par être instaurées au Kazakhstan<sup>38</sup>.

Après les décennies soviétiques et un système foncier qui diffère fortement du système traditionnel, un nouveau défi se profile à l'indépendance du Kazakhstan. La privatisation des terres est considérée comme la solution la plus appropriée pour relancer l'économie de la république, même si la population n'avait pas eu ce genre relation avec la terre, ni à l'époque traditionnelle, ni à l'époque soviétique. Des réformes foncières commencent dès 1991. Mais l'attente d'un soutien de l'État à destination des producteurs agricoles a été difficile à déraciner. Dans un premier temps, la propriété privée n'a pas été introduite : les terres appartenaient à l'État et les citoyens pouvaient les louer. Il y avait des « droits de possessions héréditaires à vie » qui étaient réservés aux citoyens kazakhstaniens résidant depuis au moins cinq ans dans le pays, les étrangers et les *Qandas* en étant donc exclus (Réforme agraire, 1991).

La légalisation de la propriété privée a lieu avec la réforme du Code foncier en 2003. Les objectifs de

cette importante réforme étaient d'introduire le droit à la propriété et l'échange des terres dans une dynamique libérale, afin de stimuler le marché et d'améliorer la productivité agricole<sup>39</sup>. Avant le Code de 2003, les locations à long terme pouvaient durer jusqu'à 99 ans avec un droit de sous-location. À partir de 2003, la location des terres a commencé à être limitée par le législateur, qui a réduit les baux à une durée maximale 49 ans, sans droit de sous-location, pour soutenir la propriété individuelle, mais cela n'a pas empêché la prédilection pour la location de perdurer<sup>40</sup>. Dans le Code de 2003, seuls les Kazakhstaniens pouvaient acheter des terres agricoles. Les étrangers pouvaient acheter des terres non étatiques destinées à d'autres usages (résidentiel, bâti pour la production) (Code foncier 2003, art. 23). Toutefois, les étrangers n'avaient pas le droit de louer à long terme, mais seulement à court terme, jusqu'à 10 ans, y compris les parcelles agricoles, avec une taille limitée selon les régions (Code foncier 2003, art. 34, 37, 50).

En 2009, des acteurs privés et publics chinois demandent au Kazakhstan de louer 1 million d'hectares de terre pour la culture du soja et du colza. Nazarbaïev prend en considération cette hypothèse et demande aux pouvoirs régionaux un inventaire des terres louables. Les acteurs favorables au projet ont mis en avant la réduction des prix des produits et la diminution de la dépendance en matière d'importations, mais cette proposition chinoise a soulevé des réactions s'élevant contre une « occupation chinoise », contre l'arrivée de leur main-d'œuvre et contre les différences salariales importantes entre les locaux et les Chinois. Officiellement, le gouvernement affirme qu'il n'est pas question de « vendre la terre », mais la création de *joint-ventures* sino-kazakhstaniennes, comme c'était déjà le cas dans d'autres domaines, a permis de trouver une solution légale. Le Code foncier a subi des modifications, notamment en 2011, dont l'introduction de l'exclusion des étrangers de la gestion des terres frontalières. Cependant, en 2016, trois ans après l'officialisation de la BRI, la question foncière a pris une tournure fortement identitaire : un

35. Carole Ferret, « Le pastoralisme nomade dans les steppes kazakhes », in Charles Stépanoff, Carole Ferret, Gaëlle Lacaze, Julien Thorez (dir.), *Nomadisme d'Asie centrale et septentrionale*, Paris, Armand Colin, 2013, pp. 38-42.

36. *Ibid.*

37. Isabelle Ohayon, « Collectivisation, famine et sédentarisation des Kazakhs sous Staline », in Charles Stépanoff et al., *op. cit.*

38. Martha Brill Olcott, « The collectivization drive in Kazakhstan », in *The Russian Review*, vol. 40, n° 2, 1981, pp. 122-142.

39. Martin Petrick, Jürgen Wandel, Katharina Karsten, « Farm restructuring and agricultural recovery in Kazakhstan's grain region: An update », *IAMO Paper*, n° 137, 2011, cité par Vasyl Kvartiuk, Martin Petrick, « Liberal land reform in Kazakhstan? The effect on land rental and credit markets », in *World Development*, n° 138, 2021. Url : <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0305750X20304125>.

40. Vasyl Kvartiuk, Martin Petrick, *op. cit.*



projet de modification du Code de 2003 prévoit le rallongement des locations aux étrangers de 10 à 25 ans. Cela a provoqué de fortes manifestations d'opposition dans tout le pays, accusant le gouvernement de trahison et de « vendre la terre kazakhe aux Chinois ». « *Tu as trahi la patrie, tu as atteint le fond* » dit un proverbe kazakh. Le Président Nazarbaïev a donc mis en place un moratoire de cinq ans sur ces réformes et a créé une commission pour que s'expriment les différentes positions : d'un côté, la population et les agriculteurs opposants à la réforme, de l'autre, les hommes d'affaires qui considéraient que ce rallongement des baux était nécessaire afin de stabiliser les investissements étrangers<sup>41</sup>. En 2021, à la fin du moratoire, le nouveau président du Kazakhstan, Kassym-Jomart Tokaïev, a promulgué une loi qui modifie le Code de 2003 en interdisant l'achat et la location de terres agricoles aux étrangers (Amendements 2021, art. 24). En 2021, un projet de location des forêts aux étrangers jusqu'à 25 ans est envisagé, mais, à la suite de nouvelles manifestations, la clause a été retirée. Cependant, les accusations envers les pouvoirs centraux et locaux de contourner la loi pour vendre ou louer à long terme des terres agricoles à des entrepreneurs chinois sont toujours d'actualité.

### **La sinophobie au Kazakhstan**

Une grande vague de sinophobie a touché l'opinion publique kazakhstanaise pendant les réformes foncières de 2016, mais ce sentiment n'est pas circonscrit à cette période. Une rhétorique arguant que les Chinois ont désormais la mainmise sur les ressources et l'économie du pays, et qu'ils veulent aussi la terre, nourrie d'un sentiment de trahison des pouvoirs envers la population et la terre kazakhe, demeure encore aujourd'hui. D'importantes manifestations antichinoises ont eu lieu en mars 2021. L'échantillon de population qui a été interviewé en octobre 2022<sup>42</sup>, rurale et urbaine, est majoritairement persuadé que le gouvernement « avait l'intention de vendre » et même « a vendu les terres aux étrangers en contournant la loi ». Le sentiment qui prédomine est celui de l'appropriation des ressources kazakhes par les

investisseurs chinois, mais également des espaces urbains, à travers des projets résidentiels, culturels (expositions sur la culture chinoise, Institut Confucius et programmes d'apprentissage du mandarin) ou commerciaux, dont l'exemple récurrent est la transformation du GUM<sup>43</sup> d'Almaty en « marché chinois ».

Dans ce contexte, le projet de loi de 2016 qui aurait rallongé les locations de 10 à 25 ans a été vécu comme une véritable implantation des Chinois et une usurpation de la « terre-mère » des Kazakhs, ressource principale et élément identitaire le plus important. Quand on les interroge sur les raisons de cette « crainte » des Chinois, la plupart des interviewés ont mis en avant les différences culturelles qui seraient plus importantes qu'avec les Russes ou les autres Centrasiatiques. En effet, Elena Sadovskaya parle en 2019 de « mythologisation » de la migration chinoise au Kazakhstan, en raison d'une méconnaissance largement diffusée de la culture chinoise, cause de conflits socio-ethniques. Le grand différentiel démographique entre les deux pays pourrait être une autre cause de cette inquiétude spécifique à l'égard du migrant chinois<sup>44</sup>.

Nonobstant la relative importance de l'immigration chinoise au Kazakhstan, et malgré une confirmation grâce à des données plus récentes qui permettent de mettre en évidence que l'immigration est principalement *qanda* et russe<sup>45</sup>, la sinophobie est encore présente dans la société kazakhstanaise.

Un support quantitatif qui permet d'analyser ce phénomène est la base de données de l'institut de recherche indépendant *Central Asia Barometer*, qui produit des enquêtes sociologiques régulières sur la société centrasiatique. La dernière enquête concernant la sinophobie au Kazakhstan a été réalisée à l'automne 2020 sur un échantillon de 2 000 personnes.

En analysant cette sélection de questions, nous pouvons remarquer une sinophobie limitée à travers la question 1, où les personnes plutôt favorables sont plus nombreuses que les personnes plutôt défavorables, même si les répondants très favorables sont moins nombreux que les très défavorables. Une

41. Dena Sholk, « Kazakhstan's Land Reforms: A major debate on the contentious issue of land reforms is underway in Kazakhstan », in *The Diplomat*, 15 juin 2016.

42. Résultats d'un terrain de recherche qualitatif de l'auteure, avec des entretiens semi-directifs dans les régions du Sud-Est (*oblys* d'Almaty et de Jetysu) où se concentrent la majeure partie des projets chinois, octobre 2022.

43. Chaîne de centres commerciaux historiques de l'époque russo-soviétique.

44. Sébastien Peyrouse, « La présence économique chinoise au Kazakhstan », in *Perspectives chinoises*, n° 104, 2008, pp. 36-52.

45. Suite à la mobilisation militaire russe de septembre 2022, des milliers de jeunes russes sont arrivés au Kazakhstan afin d'échapper au départ pour le front en Ukraine.

46. Base de données *Central Asia Barometer Survey*, 8<sup>e</sup> enquête. Url : <https://ca-barometer.org>.

## ► La sinophobie au Kazakhstan

	Très favorable	Plutôt favorable	Plutôt non favorable	Absolument non favorable	Je ne sais pas	Refuse de répondre
<b>Question 1</b> Opinion générale sur la Chine	9 %	36 %	22 %	20 %	12 %	1 %
<b>Question 2</b> Développement de projets chinois dans l'énergie et les infrastructures	8 %	21 %	25 %	37 %	8 %	1 %
<b>Question 3</b> La Chine fait venir des travailleurs chinois au Kazakhstan pour développer ses projets	4 %	13 %	29 %	47 %	6 %	1 %

	D'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Absolument pas d'accord	Je ne sais pas	Refuse de répondre
<b>Question 4</b> La Chine crée des emplois au Kazakhstan pour nos citoyens	6 %	22 %	37 %	29 %	5 %	1 %
<b>Question 5</b> Les entrepreneurs chinois veulent acheter les terres dans notre pays	74 %	17 %	3,5 %	3,5 %	1,8 %	0,2 %

Sources brutes : Central Asia Barometer Survey, 8<sup>e</sup> enquête, automne 2020, réélaborees par l'auteure<sup>46</sup>.

opposition plus marquée aux projets chinois au Kazakhstan est visible dans la question 2, où les opposants sont largement majoritaires. La question 3, spécifique aux travailleurs chinois, montre une opposition nette au phénomène, avec une moitié de l'échantillon très opposée. Un fort désenchantement sur les opportunités d'emploi pour les Kazakhstanais dans la BRI est repérable à travers la question 4. La question 5 souligne le caractère sensible de la question foncière par rapport à la présence chinoise et cette perception de « mise en péril » de la terre qui est vécue par la presque totalité de l'échantillon.

## Conclusion

Le 18 mai 2023, Xi Jinping retourne à Xi'an. L'ancienne capitale d'Empire avait déjà resurgi sur la scène internationale dès la première carte de la BRI publiée par l'agence Xinhua en 2014, où la ville chinoise apparaissait comme le départ des futures routes terrestres, rôle qu'elle assurait pour les routes caravaniers au Moyen Âge. Cette ville hautement symbolique a été choisie pour accueillir le sommet entre la Chine et les cinq républiques centrasiatiques en mai 2023, sans la Russie, en dehors de l'OCS. Malgré la sinophobie et la baisse des chiffres d'affaires au Kazakhstan, mais pas dans les autres républiques,

Beijing poursuit sa présence économique, sociale et culturelle en Asie centrale. Avec ce sommet, la RPC entend rassurer ses voisins sur la stabilité de leurs relations dans cette période très difficile pour tout l'espace ex-soviétique. Depuis février 2022, l'Asie centrale, notamment le Kazakhstan, recherche un équilibre entre le devoir d'alliance envers la Russie et la volonté de s'opposer à la guerre en Ukraine. Le Kazakhstan n'a pas envoyé de troupes et refuse de reconnaître les républiques du Donbass. Le Kazakhstan porte sur cette guerre un regard particulier à cause de sa longue frontière avec la Russie et de son importante minorité russe concentrée à proximité. Des voix politiques russes se sont déjà élevées pour évoquer une « trahison kazakhe », notamment après l'aide que Tokaïev a reçu de l'Organisation du traité de sécurité collective pour calmer des émeutes internes, seulement un mois avant le début du conflit en Ukraine. Dans ce moment délicat pour le Kazakhstan, la Chine est présente : elle accueille de manière paisible les acteurs centrasiatiques et elle montre qu'elle est désormais capable d'assumer son influence et son rôle de partenaire privilégié de l'Asie centrale, sans la caution russe. Avec cette guerre, la Russie concentre ses efforts du côté européen, mais il faudra rester vigilant, car la place de première puissance eurasiatique est fortement convoitée. ■